

Output 8613
Page 7
Suisse

Union sacrée pour défendre les langues nationales

COHESION NATIONALE *Quelque 150 personnes se sont réunies hier à Berne lors du premier Symposium pour une Suisse vraiment plurilingue. Les réflexions menées serviront à l'élaboration d'un manifeste qui devrait être publié l'an prochain. Plusieurs ténors de la politique étaient présents*

ALEXANDRE STEINER, BERNE

Romanche, italien, français, allemand: toutes les langues nationales se répondaient hier à la Haute Ecole spécialisée bernoise (BFH), à quelques minutes à pied du Palais fédéral. Il accueillait le premier Symposium national pour une Suisse vraiment plurilingue auquel environ 150 participants venus de tout le pays étaient invités. Objectif de l'événement organisé par l'association biennoise Forum du bilinguisme pour son 30e anniversaire? Débattre et réfléchir aux défis et enjeux liés aux langues nationales afin de dégager des recommandations pour la rédaction d'un manifeste, dont la publication est prévue l'an prochain.

Le thème est particulièrement présent dans l'actualité depuis l'an dernier, en lien avec la décision de plusieurs cantons alémaniques (ZH, SG, AR, SH, SZ) de supprimer l'enseignement du français à l'école primaire. Mais ce débat ne constitue que la part la plus visible d'une thématique beaucoup plus large. De nombreux orateurs l'ont soutenu durant la journée, à l'instar du président du gouvernement bernois Pierre Alain Schnegg: «Nous n'apprenons pas une langue pour maîtriser la grammaire mais pour la parler. Elle nous permet de porter un autre regard sur nos voisins, de découvrir leur culture, de faciliter les rencontres ou d'encourager la mobilité professionnelle. Défendre ce plurilinguisme est une responsabilité collective.»

Les opportunités et les risques liés à l'intelligence artificielle

Les interventions de la matinée se sont concentrées sur les opportunités et les risques posés par l'intelligence artificielle dans l'apprentissage des langues, le rôle de la SSR dans la Suisse plurilingue et une table ronde consacrée à l'apprentissage du français dans les classes du degré primaire alémaniques. Après un bol de macaronis, sauce bolognaise et purée de pomme, les travaux ont repris avec huit ateliers participatifs autour de divers thèmes: langues et formation, les jeunes et le plurilinguisme, ou encore Suisse et dialectes. A la suite de quoi les invités ont pu sélectionner les propositions qui leur semblaient les plus importantes à retenir lors de l'élaboration du manifeste.

Une sensibilité en recul

La fin de journée a pris une autre dimension avec l'arrivée de grands défenseurs du plurilinguisme. Christian Levrat, président de Forum Helveticum et du conseil d'administration de La Poste, a tout d'abord relevé que dans l'administration, les fédérations sportives et certaines grandes entreprises, le respect des langues nationales fonctionne. «Par rapport à d'autres pays, comme la Belgique, notre sensibilité est encore marquée. Mais elle

diminue, devient de moins en moins solide, et fait peser une menace sur les langues nationales.»

Carine Bachmann, directrice de l'Office fédéral de la culture, ne s'alarme pas encore. «Notre pays veut rester plurilingue. Sinon, nous n'aurions pas vécu une telle journée, chargée en débats approfondis et en émotions.» Le conseiller national Martin Candinas (GR/Le Centre) s'est montré plus critique. «Ce qui me gêne le plus, c'est que le romanche est tout le temps oublié. Je suis content de voir qu'il apparaît sur l'affiche de cette journée, et nous devons continuer de nous révolter tant que ce ne sera pas le cas partout!»

Au-delà de ce cri du cœur pour sa langue, le Grison s'est inquiété de la baisse de compréhension des langues nationales au sein de la population et des parlementaires fédéraux: «Il n'y a pas forcément besoin de toutes les parler, mais au moins d'en comprendre une autre que la sienne.» Angela Ferrari, du Forum per l'italiano in Svizzera, a quant à elle souligné que pour les italophones la maîtrise d'une seconde langue nationale ne se posait souvent même pas tant elle est indispensable.

Un «Frühfranzösisch» qui agace

Avant que la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider ne vienne clore la journée en rappelant elle aussi l'importance du plurilinguisme, le conseiller d'Etat valaisan Christophe Darbellay a pris position en tant que président de la Conférence des directeurs de l'instruction publique: «L'apprentissage d'une deuxième langue fait partie de la scolarité obligatoire, et il faut le développer. Personne ne le remet en question en Suisse romande et le combat doit se poursuivre au niveau politique.»

Comme de nombreux autres interlocuteurs avant lui, il s'est agacé de l'usage régulier du terme Frühfranzösisch pour désigner l'enseignement du français à l'école primaire dans de nombreux cantons alémaniques. «Cela me rend dingue. Ils apprennent le français, un point c'est tout.» Il a également appelé à ce que les différentes écoles pédagogiques accordent leurs exigences pour les connaissances minimales à avoir avant d'enseigner une langue. Et de conclure en saluant l'engagement des personnes présentes. «Je ne pensais pas que je me retrouverais devant autant de hooligans du plurilinguisme, et je vous remercie de prendre ce rôle à cœur.»

«Il n'y a pas besoin de toutes les parler, mais au moins d'en comprendre une autre que la sienne»

MARTIN CANDINAS, CONSEILLER NATIONAL (LE CENTRE/GR)

INTERVIEW

«Il nous faut donner du sens au plurilinguisme»

ENSEIGNEMENT *Cheffe du Département fédéral de l'intérieur, Elisabeth Baume-Schneider a clos le symposium. Elle insiste sur le rôle des langues nationales dans le sentiment d'appartenance à la*

Suisse et sur la nécessité de rappeler l'importance de leur apprentissage

Lors du symposium, la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider, cheffe du Département de l'intérieur, a insisté sur les atouts qu'offre la maîtrise d'une seconde langue nationale et sur l'importance de commencer son enseignement au primaire. Une loi est actuellement en consultation pour l'imposer, après que plusieurs cantons alémaniques ont repoussé l'apprentissage du français au secondaire.

Le plurilinguisme suisse est plus que jamais remis en question. Est-ce le dernier moment pour se mobiliser afin de le sauver?

Je n'aborderais pas la question sous l'angle d'un «sauvetage», comme si c'était déjà presque trop tard. Mais il faut saisir chaque occasion de réaffirmer les avantages du plurilinguisme. Nos quatre langues nationales font partie de notre identité. Les Alémaniques ne se sentent pas Allemands, les Romands ne se sentent pas Français et les italophones ne se sentent pas Italiens. Tous font partie d'une même communauté nationale, et cela s'observe lorsque les Suisses se rendent à l'étranger. Ils aiment bien laisser penser qu'ils parlent quatre langues dans leur pays. Il faut soigner ce sentiment d'appartenance.

Vous avez mis sous pression les cantons qui ont décidé ou envisagent de ne plus enseigner une seconde langue nationale au primaire, par le biais d'une loi en consultation. La contrainte est-elle vraiment une solution?

Il ne s'agit pas de les contraindre mais au contraire de leur faire confiance. J'ai discuté avec les directeurs cantonaux de l'instruction publique et ils ont envie de maintenir cet enseignement. Ce sont davantage les méthodes pédagogiques qui soulèvent des questions. Mais les cantons ont toujours trouvé des compromis; la Confédération ne prendra le relais que s'ils n'y parviennent pas. Ils auront alors deux variantes à choix. Soit ils pourront maintenir le statu quo avec l'enseignement d'une langue nationale et de l'anglais au primaire, soit ils pourront retarder l'apprentissage de l'anglais.

Le débat porte beaucoup sur l'enseignement, mais ce symposium a montré que l'enjeu du plurilinguisme va bien au-delà d'une simple maîtrise de la grammaire et de l'orthographe. Il faut mieux faire passer ce message?

Effectivement, l'importance de maîtriser une seconde langue nationale s'est peut-être un peu perdue. Nous devons donner du sens! Beaucoup plus expliquer aux parents les atouts qu'une seconde langue nationale apporte à leurs enfants en termes de carrière, mais aussi d'échanges et de culture. Le rôle de l'école est très important car il permet aux enfants «de se jeter à l'eau», comme lorsqu'ils apprennent à nager.

Le président de La Poste, Christian Levrat, disait que l'entreprise avait exigé que ses cadres disposent d'un niveau minimal dans une seconde langue, et que cela avait provoqué de vives réactions. Qu'en est-il à la Confédération?

Nous avons des normes à atteindre en termes de représentation des minorités linguistiques et j'y suis très attentive. En ce qui concerne le niveau de maîtrise à atteindre, cela dépend beaucoup des profils professionnels. L'essentiel, c'est l'échange avec ses collègues et la capacité à se faire comprendre. PROPOS RECUEILLIS PAR A. S.

«Le rôle de l'école est très important car il permet aux enfants de se jeter à l'eau»